

Bulletin d'histoire politique

Le Thérésien. Un journal de combat 1967-1969 (3e partie)

Léon Debien



Volume 18, numéro 2, hiver 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054811ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054811ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Debien, L. (2010). Le Thérésien. Un journal de combat 1967-1969 (3e partie). *Bulletin d'histoire politique*, 18(2), 217–238. <https://doi.org/10.7202/1054811ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le Thérésien. Un journal de combat 1967-1969 (3^e partie)

Léon Debien

En quittant le Séminaire de Sainte-Thérèse, le 28 avril 1967, à la fin d'une année scolaire écourtée par la tenue de l'Exposition Universelle, les étudiants et les étudiantes entrent en vacances pour quatre mois. Ils les vivront au rythme du monde, façonné par le « Génie créateur de l'homme »¹. Ils découvriront la diversité culturelle, les dernières avancées technologiques et les prouesses architecturales des pavillons nationaux qui jettent dans l'espace, emboîtements polygonaux, ellipses, cônes en chicane, sphère et pyramide inversée. Celle-ci, orgueil du Canada, porte un nom inuit : Katimavik, « lieu de rencontre ». Un autre espace leur appartient, le pavillon de la Jeunesse².

À leur retour, en septembre, ils se retrouvent dans une nouvelle institution, le cégep Lionel-Groulx, collègue d'enseignement général et professionnel depuis le 11 août. Le collège privé et catholique qu'ils avaient quitté, à la fin d'avril, était devenu public et gratuit, même pour ceux déjà engagés dans le cours classique. Les élèves qui croyaient entrer en classe de Lettres afin de poursuivre leurs études classiques sont contraints de bifurquer vers la première année du cégep. Innovation ! Les diplômés du secondaire public y ont aussi accès. Ils peuvent entreprendre des études générales de deux années, préparatoires aux facultés universitaires, en ignorant tout du grec et du latin ; ou s'engager dans le secteur professionnel et technique pour des études de trois ans.

En ce début de l'année scolaire 1967-1968, le collège Lionel-Groulx inaugurerait avec onze autres institutions la démocratisation de l'enseignement collégial. Une nouvelle structure pédagogique réunissait sous un même toit l'enseignement professionnel et général. Sept²⁹² de ces douze cégeps avaient été créés, à la fin de mai, sans qu'aucun d'eux ne réponde aux besoins de la région de Montréal. « Manque de préparation » des institutions candidates, dira-t-on ! Allégation qui masquait un manque de ressources financières et un parti pris pour la région de Québec et du Saguenay. N'eût été de l'intervention du député de l'opposition Jean-Paul

Lefebvre et de l'appui du milieu, la région de Montréal aurait été ignorée, privant quelques milliers d'étudiants de la gratuité scolaire. Cinq autres cégeps seront créés dans l'urgence, moins d'un mois avant la rentrée scolaire: Valleyfield, Édouard-Montpetit, Maisonneuve, Ahuntsic et Lionel-Groulx.

Le décloisonnement de l'enseignement technique et de l'enseignement général amorçait une révolution sociale et culturelle. La démocratisation essayait sur le même banc l'humanisme technique et l'humanisme classique. Elle obligeait tous les cégépiens à trois cours de formation générale: éducation physique, français et philosophie. Pour la première fois l'enseignement de la philosophie⁴, réservé depuis toujours aux classes terminales du cours classique, était imposé à des élèves plus jeunes de deux ans. Au moment d'une explosion du savoir et d'une ouverture au monde dont l'Expo était l'illustration, la philosophie contribuerait à l'unification de ce savoir et à une représentation cohérente du monde.

Cette nouvelle institution n'était pas inconnue des élèves de Sainte-Thérèse. Le recteur Charles Lussier, n'avait-il pas, en décembre 1964, présenté dans le *Thérésien*⁵ un aperçu des recommandations du Rapport Parent! En octobre 1966, un comité conjoint réunissant directeurs, professeurs et étudiants avait préparé un mémoire sur le sujet pour le Conseil supérieur de l'éducation⁶. Tout au cours de l'année scolaire 1966-1967, le *Thérésien*, alimenté par l'UGEQ, la PEN et des sources internes⁷, avait abordé les diverses hypothèses touchant l'avenir de l'enseignement collégial à Sainte-Thérèse. Au début de décembre 1966, la rédactrice en chef, Louise Harel, présentait le «Projet des commissions scolaires régionales»⁸ qui préconisait la création de trois instituts⁹ à Saint-Jérôme, à Sainte-Thérèse et sur l'Île Jésus. En janvier 1967, elle annonçait en primeur l'établissement d'un «collège polyvalent à Sainte-Thérèse»¹⁰, pour septembre, «sans doute un des dix collèges d'enseignement général et professionnel disséminés à travers la province».

Dès la création du cégep Lionel-Groulx, le *Thérésien* s'intéresse à l'implantation des nouvelles structures, administrative et pédagogique. Le journal entend jouer un rôle actif, interventionniste même. Dans son premier éditorial¹¹ de l'an 1 du cégep, le directeur Bernard Descôteaux parle de la nécessité d'«animer le milieu» et, par «des articles d'opinion», «inculquer de force des idées à ses lecteurs». Il rappelle «la nécessité d'un syndicalisme étudiant dynamique et ferme» et, en écho à la déclaration du général de Gaulle¹², celle «de l'indépendance du Québec comme solution à l'aliénation fondamentale des Québécois». Il ajoute une troisième nécessité, celle «du socialisme comme solution aux problèmes politiques, économiques et sociaux que connaît le Québec». Cette position éditoriale n'empêchera pas le *Thérésien* d'être un observateur fiable, sollicitant au besoin l'opinion de professeurs et d'administrateurs.

La création du cégep donnera un essor inattendu à la participation étudiante. La loi qui les crée accorde *de facto* aux collégiens deux représentants au Conseil d'administration. Les règlements afférents leur ouvrent aussi les portes de la Commission pédagogique. Cette reconnaissance légale d'un droit pour lequel des étudiants des collèges classiques avaient subi les fourches caudines renouvellera leur ardeur. Les enchères monteront. Un an après l'ouverture des cégeps, partager les pouvoirs ne suffit plus, ni les prendre. «Le pouvoir étudiant!» renchéra le *Thérésien*. En octobre 1968, les cégepiens deviendront, le temps de quelques semaines, les maîtres de leur institution, mettant sens dessus dessous l'organigramme des pouvoirs pour en faire symboliquement une pyramide inversée.

Après avoir montré l'accueil réservé par le *Thérésien* à la nouvelle institution collégiale, la troisième partie de cette étude s'attardera aux diverses étapes du combat des cégepiens dans leur quête du pouvoir qui conduira à l'occupation de l'institution. Elle s'attardera aux principaux acteurs, tentera d'expliquer l'origine de cette utopie d'un Pouvoir étudiant et sa force mobilisatrice, portée par la presse, étudiante et nationale.

Le *Thérésien* et la création du cégep

La création du cégep s'inscrit dans la pensée «socialisante» du journal. Elle en serait même la concrétisation! L'équipe éditoriale le soulignera à gros traits dès le premier numéro. À la gauche et à la droite du nom du journal, deux encadrés: «Le Séminaire: collège du peuple» et «Une autre victoire du parti communiste»¹³. La manchette fait dire au président du Syndicat des étudiants (SET) qu'il faut «Viser la gestion du collège». La caricature transforme le SET en crocodile géant, gobant le collège. En pages centrales, un dossier¹⁴, «CEGEP – Amorce d'une révolution sociale», présente les objectifs: élever le taux de scolarisation, offrir la polyvalence et la gratuité. En entrevue, le directeur des services pédagogiques aborde la fusion des groupes de professeurs et l'ambiguïté qui entoure le caractère confessionnel du nouveau collège. Le président du syndicat des professeurs a pour priorité l'unité syndicale; celui du SET y va d'un «Appui total» à la nouvelle institution. Le directeur général dit: «Oui au syndicalisme étudiant».

Si ce numéro du *Thérésien* salue la nouvelle institution, fruit d'une influence socialiste, les suivants mettent en cause la représentativité des divers corps sociaux qui doivent participer au Conseil d'administration (CA) et surtout le statut confessionnel. Au cours de l'automne, échelonnés sur cinq numéros, neuf textes dont cinq réunis dans un dossier de deux pages vont traiter du caractère confessionnel du collège même si aucune démarche en ce sens n'est entreprise par le CA. Celui-ci, encore embryonnaire, est en attente des représentants des professeurs, des parents, des

étudiants. Ces deux derniers groupes désigneront les leurs à la fin d'octobre, les professeurs ne le feront que le 14 mars 1968.

« Quand on prend des messies pour des lanternes... »

Ce titre du premier article¹⁵, sorte de clin d'œil, engage le débat sur le statut confessionnel du nouveau collège! L'auteur reproche au SET de ne pas avoir « l'ombre d'une position » sur la question d'où la nécessité d'une « enquête auprès des étudiants ». Il privilégie la position de l'UGEQ qui « incline pour un laïcisme pur et simple ». En réponse, le SET crée un comité¹⁶ et recourt à un professeur de sociologie pour élaborer un questionnaire. À la fin d'octobre¹⁷, le *Thérésien* ouvre une perspective inattendue. Un long texte (3/4 de page) salue le 50^e anniversaire de la révolution russe. La progression fulgurante du mouvement communiste, 46 000 000 de militants répartis dans 15 pays, pourrait-elle toucher le Québec? « C'était en 1917, dans un pays arriéré, vieux. Cinquante ans plus tard, dans les Amériques, le fantôme de cet événement prend des dimensions évidentes. Qui sait? Peut-être que le Québec deviendra la seizième république communiste de l'Histoire! Il s'agit de libérer le peuple des tabous judéo-chrétiens... »

La mise en cause du statut confessionnel ne vient pas seulement de marxistes ou de « parti-pristes », mais aussi de jécistes engagés dans la transformation de la Cité. Un dossier intitulé « À vous de choisir »¹⁸, préparé par l'équipe éditoriale présente aux lecteurs diverses options: « confessionnalité, multi-confessionnalité, laïcité, école neutre ». Dans « La laïcité sans confession », le rédacteur en chef Michel Métayer retient « comme seule solution valable » la « laïcisation de l'enseignement ». Le texte « Pour une communauté chrétienne désinstallée » de Robert Perreault va dans le même sens, mais dans un esprit différent. Responsable diocésain de la JEC, il refuse « d'identifier la communauté chrétienne avec la communauté étudiante ». Il affirme que c'est « au nom même de la foi qu'il faut condamner l'école catholique »; que « le financement des services pastoraux » doit être assumé entièrement par l'Église, non par l'État. Une démarche similaire a lieu à Rouyn, pilotée par *L'Impact*, petit hebdomadaire du service de la pastorale.

Cette controverse s'insérait dans le cours d'un débat suscité par la Commission Parent, accusée « de vouloir sortir l'Église des maisons d'enseignement »¹⁹. Des associations catholiques avaient sonné la charge. Le 12 novembre, l'Association des parents catholiques rassemblait près de 1000 protestataires, au centre Maisonneuve. La position de Robert Perreault précédait de quelques semaines, celle du jésuite Pierre Angers. Pour lui, les structures traditionnelles de l'Église ne convenaient plus aux attentes actuelles ni aux exigences pastorales. « Nous assistons à un “désétablissement-

ment” de l’Église au Québec, écrit-il, et ses effets se font sentir dans le domaine de l’éducation comme ailleurs»²⁰. À Saint-Jérôme, la Commission diocésaine de l’enseignement religieux reconnaîtra, sans anathématiser, que c’est « au nom d’une Église renouvelée » que les jécistes « veulent dé-confessionnaliser totalement »²¹. « On convertit la chapelle »²² clôt ce débat. Au début de février, le collège annonce que l’immense chapelle qui comptait plus de confessionnaires que de confesseurs sera transformée en bibliothèque et locaux pour l’audiovisuel, conversion justifiée par l’augmentation du nombre d’étudiants. Ainsi se complétait la transformation du séminaire de Sainte-Thérèse en collège laïc sans que le CA n’ait eu à prendre parti.

Affrontements idéologiques

Le *Thérésien* a accueilli dans ses pages des rédacteurs d’idéologies différentes en quête cependant d’un but commun. La position du *Thérésien* rejoignait d’une certaine façon celle du prêtre et sociologue Jacques Grand’Maison pour qui Jésus, Marx et Freud étaient à la recherche de « l’homme nouveau »²³. Contrairement à l’attitude du *Thérésien*, d’autres journaux étudiants se sont enfoncés dans des débordements idéologiques, dès les premiers mois de l’existence des cégeps. Portés par un esprit subversif sinon primaire, deux de ces journaux retiennent l’attention, *Le Cran* de Jonquière et *Le Sperme* de Valleyfield.

Au cégep de Jonquière, l’exécutif de l’AGE produit un manifeste de près de 1 000 mots, « Pour une action étudiante révolutionnaire », que le *Cran* retient pour son premier numéro de l’an I du cégep²⁴. Le texte blâme la faiblesse du syndicat étudiant et sa docilité face aux autorités. Il faut donc quitter « le chemin de la révolution tranquille pour préparer, animer la véritable révolution » et « tout mettre en œuvre pour donner une véritable conscience révolutionnaire aux étudiants ». Cet appel est mal reçu par les collégiens ; l’exécutif de l’AGE doit démissionner. Le 4 octobre, l’agence PEN-Presse (APENP) reprend ce manifeste dans son bulletin²⁵ en précisant que « c’est la première fois qu’une AGE locale prend position si violemment contre les structures sociales établies, surtout en éducation ».

Cette violence n’était rien comparée avec celle qui s’exprimera à Valleyfield, quelques mois après. En novembre, Jean-Pierre Faubert, nouveau directeur du *Cécilien*²⁶, considérant que ce journal fait « un peu vieillot », cherche une formule plus actuelle. *Le Sperme* paraîtra en janvier 1968. Deux articles, « L’oppression appelle le sang » et « Introduction à l’anarchie », exhortent à prendre les armes et incitent à l’assassinat : « Soyons clairs, il faut anéantir ceux-là même qui nous côtoient tous les jours... Forts de notre union à la masse populaire, nous ne formerons qu’une vague

meurtrière pour l'oppresseur capitaliste... Je ne vous appelle pas à la gloire ou à la richesse, mais aux armes et à la liberté.»

Se succéderont une suspension des rédacteurs, un «sit-in» des étudiants et une réintégration des journalistes. *Le Sperme* ne survivra pas. *L'Iris* prendra la relève.

Primauté à l'éducation

L'appel à la «désinstallation» de Robert Perreault voulait recentrer la réflexion et l'action des militants jécistes sur l'essence même de leur vie: les études. En septembre, une enquête menée par la JEC de Montréal auprès des élèves du secondaire et du collégial révèle que l'étudiant ne peut agir efficacement que dans son métier. Hélas! ce métier, il l'exerce mal parce qu'il «ne s'engage pas dans son travail». Ne compte que «la loi du moindre effort»! «Où est la conscience étudiante?»²⁷, se demande le *Thérésien* devant les conclusions de cette recherche qui révèle que près de 80 % des étudiants «ont recours au plagiat». Le travail scolaire ne représente aucun intérêt immédiat si ce n'est les notes. «Au moment où la société s'intéresse enfin au travail des étudiants, l'étudiant se désintéresse de son travail» dira Richard Brunelle, vice-président à l'éducation de l'UGEQ, lors d'une table ronde de la JEC de Montréal, le 11 octobre²⁸. «Est-ce que l'étudiant est un parasite social?»²⁹, lance à son tour le directeur adjoint du *Thérésien*, Jean-Robert Sansfaçon. Retenant une observation du sociologue Marcel Rioux³⁰ qui considère que «les jeunes, comme les ouvriers, luttent eux aussi pour une conception de l'homme et de la société, différente de celle des adultes», Jean-Robert Sansfaçon introduit une nouvelle notion: «l'étudiant citoyen».

Parallèlement à la JEC de Montréal, celle Saint-Jérôme s'engage au cours de l'automne dans une série de «KOLLOKES»³¹ et de tables rondes dans les polyvalentes «pour assurer l'efficacité d'une action de réveil et d'engagement du milieu étudiant»³². En janvier, Robert Perreault, président diocésain, annonce un plan d'action dont «une école de formation pour chefs étudiants». Au cours des mois qui suivront, la JEC de Saint-Jérôme et de Montréal publiera successivement des documents d'analyse et de réflexion sur le travail scolaire. Le plus important, *Une école pour aujourd'hui*, deviendra le texte de référence lors des journées pédagogiques tenues dans plusieurs cégeps. Le travail scolaire, les études, l'engagement social et politique deviendront les points d'ancrage de la JEC, du SET et du *Thérésien*.

Février 68, mois de la convergence

Au cours de ce mois, les forces étudiantes regroupées dans l'UGEQ, la PEN, la JEC de Montréal et de Saint-Jérôme, des AGEs de cégeps et d'écoles

secondaires feront de l'éducation leur cheval de bataille. À ces associations se joindra un groupe d'étudiants contestataires de l'Université de Montréal. Le *Thérésien* rendra compte des manifestations de ces groupes et engagera les collégiens de Lionel-Groulx à réfléchir à leur métier.

Deux associations tiendront leurs assises : la PEN à Trois-Rivières du 16 au 19 février, l'UGEQ à l'Université Sir George Williams³³ du 20 au 25. Au congrès de la PEN, les délégués s'engagent à « professionnaliser le plus possible les journaux étudiants » et à soutenir « la relance du syndicalisme »³⁴. Des sujets de discussion de l'UGEQ ressort la nécessité d'un « renouvellement de la pédagogie » et d'une « mainmise (sic) des étudiants sur leurs propres affaires ». Autre événement : le 13 février, dix étudiants de l'Université de Montréal, dont Louise Harel, signent un « Manifeste-choc »³⁵ *Université ou fabrique de « ronds de cuir »*³⁶. Appartenant à des facultés différentes, les signataires dénoncent l'attitude de ceux qui « pensent changer le Québec en faisant de l'action sociale partout sauf à l'université ». La page couverture de la brochure représente une classe dans laquelle les étudiants et le professeur sont des ânes. Enfin le mercredi 28 février, à Sainte-Thérèse, 700 élèves du secondaire se réunissent en journée d'étude pour dénoncer l'incompétence des responsables de la Commission scolaire et réclamer son affiliation à une régionale voisine³⁷.

À Lionel-Groulx, l'événement majeur est l'élection, le 20, d'un conseil exécutif du SET, représentatif de la nouvelle cité étudiante³⁸. Il aura fallu des mois de tergiversations, de conflits et de démissions pour y arriver. Deux noms ressortent : le président Denis Drapeau et Réal Valiquette, vice-président à l'éducation. Ancien militant jéciste à la section classique de Saint-Jérôme, Réal Valiquette était inscrit en 1^{ère} philosophie à Sainte-Thérèse. Lors d'une intervention publique, il avait, quelques semaines auparavant, ébranlé les colonnes du temple. Le 5, à Saint-Jérôme, il annonçait devant la presse locale, sa démission de la JEC. Reprenant la notion de la « désinstallation », il avait affirmé que l'Église ne devait plus « être une organisatrice de la société ». Elle devait « se mettre à son service et non la diriger »³⁹. Cette rupture voulait obliger la JEC à revenir à un « message évangélique approfondi ». Le 16, Jean-Robert Sansfaçon fait du *Thérésien* « un journal de combat »⁴⁰. Il ne suffit plus « d'animer le milieu » comme l'avait proposé son prédécesseur mais de le « politiser ».

Le Thérésien, un porte-voix

Tous ces événements nationaux et régionaux qui ont marqué février 68 trouvent accueil dans le *Thérésien*. Ce dernier entreprend de sensibiliser les cégépiens aux sujets qui les concernent. Du congrès de l'UGEQ, le journal retient l'importance de « la participation étudiante à la réforme pédagogique ». « L'UGEQ est nous »⁴¹ soutiendra, en éditorial, Jean-Robert Sansfaçon.

Dans l'intention de secouer l'apathie générale, il ne craint pas d'apostropher ses lecteurs : « Allons-nous enfin agir ? » « À qui appartient le milieu étudiant sinon aux étudiants eux-mêmes ? Cette simple question devrait pourtant le réveiller ce maudit-milieu-étudiant-amorphe. À quand l'apparition d'une véritable conscience étudiante ? »

Le même numéro réserve les pages centrales au manifeste *Université ou fabrique des « Ronds de cuir »*. Sous le titre « La révolution c'est pas pour demain – La révolution c'est pour quand ? », le journal donne la parole à neuf professeurs. Ils abordent les méthodes pédagogiques, la recherche, le tutorat et la dernière avancée technologique : l'audiovisuel. Un dernier texte d'un tiers de page, « On nie le droit à une éducation valable », porte sur la contestation étudiante qui a cours à l'école secondaire de Sainte-Thérèse.

Marqué par une grève, la fermeture des écoles et une assemblée de 600 parents, cet affrontement à la Commission scolaire de Sainte-Thérèse sera l'occasion pour le *Thérésien* d'engager son premier combat. En collaboration avec Robert Perreault de la JEC et de Réal Valiquette du SET, le *Thérésien*⁴² publie, le 12 mars, quatre pages sur ce conflit. Il veut faire contrepoids au journal local *La Voix des Mille-Îles* qui avait, le 7 mars, sous la manchette « État d'urgence », traité abondamment et sévèrement de cette crise. Augmenté à 3000 exemplaires pour une distribution dans Sainte-Thérèse, le *Thérésien* parodie la mise en pages du journal local. *La Voix des Mille-Îles* se mue en *La Voix des Autres Îles* et « d'une île à l'autre », colonne des éphémérides hebdomadaires, devient « d'une grève à l'autre ». Le *Thérésien* donne la parole aux étudiants et aux parents, insiste sur leurs droits, demande la fin de la « dictature ».

Vers la contestation

Au cours des premiers mois de l'année scolaire, le *Thérésien* s'est attaché à promouvoir la mise en place des nouvelles structures administratives, pédagogiques et syndicales tout en soulignant l'importance de l'UGEQ et de la PEN. Devenu bimensuel, le journal a pu suivre le déroulement des événements, marqué par les tiraillements vécus tant au sein de l'AGE que de l'UGEQ. Au cours de cette année, le *Thérésien* publie 15 numéros dont neuf avec dossier en pages centrales. Cinq abordent directement un aspect de la nouvelle cité étudiante. Les trois autres sur le cinéma québécois, la politique au Québec et l'érotisme ont déjà été abordés dans « Les années glorieuses ».

Les trois dernières parutions de l'an I du cégep mettent l'« Accent sur l'éducation »⁴³ avec en avant-scène le vice-président, Réal Valiquette. Cogestion, recherche pédagogique, information, coopérative de travail, telles sont les lignes directrices du Livre Blanc⁴⁴ qu'il présente quelques

jours avant le congrès⁴⁵ du SET qui réunira 90 participants à Saint-Jean d'Iberville. Dans sa publication du 17 avril, le *Thérésien* consacre 5 articles sur 7 à cet événement. Lors de la plénière les congressistes appuient « les moyens de sensibiliser les étudiants à leur milieu ». Ils approuvent un budget de 26 425 \$, non sans mettre en cause le bien-fondé des 12 600 \$ (46 %) attribués à l'administration et au secrétariat. Comment justifier « que la majeure partie du budget d'un syndicat obtenu par une cotisation de ses membres doit servir à la bureaucratie »⁴⁶ ?

Le 9 mai, le 15^e numéro du *Thérésien* balise le chemin qui conduira à la conquête du pouvoir étudiant, accompagné par un nouveau journal, *Le Syndical Express*. D'abord un motif et une cible exprimés en manchette du *Thérésien* : « Valiquette déplore l'attitude de la direction des services pédagogiques ». « L'éducation c'é t'y qu'ça s'enaille s'ul diabl' »⁴⁷, poursuit Réal Valiquette dans le *Syndical Express*. Interrogation qu'il formule après s'être invité dans les salles de cours pour secouer les étudiants amorphes et les convaincre qu'à Lionel-Groulx l'éducation « ça va mal »⁴⁸.

Contre l'oppression

Sans lien apparent avec la situation vécue par les collégiens, le dernier numéro du *Thérésien* interpelle ses lecteurs avec un dossier de deux pages « sur les problèmes ouvriers de la région ». Une autre page porte sur « l'oppression, l'aliénation et l'humiliation constante imposées » aux Afro-américains. Enfin, un compte rendu de la dernière publication de Pierre Vallières, *Nègres blancs d'Amérique*, complète l'interpellation.

Pour le *Thérésien*, la situation des ouvriers de la région n'était pas un sujet nouveau. Un premier dossier « Ouvriers en colère » avait été publié en octobre 1966. L'un des quatre rédacteurs, Jacques Geoffroy, signera avec Bernard Descôteaux celui de mai 1968 : « POUVOIR OUVRIER ? ». Ce titre reprend celui d'un petit journal produit par le comité ouvrier de Saint-Jérôme et dont le premier numéro avait été publié en mars. Les comités de travailleurs de Saint-Henri et de Joliette publieront aussi un *Pouvoir ouvrier*. Un des rédacteurs du *Pouvoir ouvrier* de Saint-Jérôme était Jacques Geoffroy. Diplômé du séminaire de Sainte-Thérèse depuis juin, il avait été recruté, en décembre 1967, comme animateur social par la Compagnie des jeunes Canadiens⁴⁹.

Ce numéro du *Thérésien* analyse la situation ouvrière à Saint-Jérôme et à Sainte-Thérèse et résume une entrevue de Jacques Grand'Maison, menée par Jacques Geoffroy. Deux articles sont coiffés d'un titre contenant une formule-choc : « Saint-Jérôme : "Ça va péter" » et « L'abbé Grand-Maison : "On en a jusqu'au cou" ». Les sous-titres du premier résument le contenu de l'argumentation : « L'économie sur la *bum* », « naissance d'une conscience prolétarienne », « rénovation urbaine et débandade économique ». Les

propos du prêtre sociologue soutiennent que « les leaders de Saint-Jérôme sont de plus en plus politisés, de plus en plus radicaux; et ce n'est pas parce qu'ils ont lu Marx ». Il espère que « l'idéologisation de la masse permettra un jour une contestation globale du système capitalisme ». L'article « Sainte-Thérèse: c'est tranquille » montre que la situation ouvrière depuis « la bataille de la Coronation » de l'automne 1967 n'a guère changée. Bernard Descôteaux le démontre à l'aide de statistiques économiques et d'un tableau comparatif des situations de Saint-Jérôme et de Sainte-Thérèse.

Paul Lévesque se penche sur la montée du Black Power américain et signe aussi « Narcissisme et révolutionnarisme », papier sur les *Nègres blancs d'Amérique*. Dans « NOW », l'auteur fait rapidement l'historique du mouvement noir, s'attarde au rôle de Malcom X jusqu'à son assassinat en février 1965, à celui de Luther King lui aussi assassiné, et surtout à celui de Stokely Carmichael. Devant la violence qui s'invite: émeutes, assassinats, incendies, affrontements sanglants, gaz, Carmichael affirme que « [l]es États-Unis ne peuvent nous détruire comme ils détruisent d'autres peuples car ils ne peuvent laisser tomber une bombe atomique sur leurs propres villes. Ils pourront utiliser leurs gaz dans le ghetto, mais s'ils déclenchent une guerre chimique à Harlem, nous lutterons à Watts, à Chicago, à Cleveland. Nous incendierons tout le pays. »

Une mise en page efficace

La vigueur des textes sur le « Pouvoir Ouvrier » et le combat des Afro-américains est accentuée par une mise en page qui irradie l'ensemble du journal. La composition de « NOW » soutient avec force le contenu du texte. Son centre est traversé en oblique par la silhouette d'une carabine brandie au bout d'un poing, fermé sur le bloc de culasse. Deux photos présentent Malcom X et Stokely Carmichael. Ce dernier est entouré de bras et de mains implorantes avec en légende: « *We want justice NOW!* ». Un rouge orangé colore le titre, l'arme et la photo de Carmichael suggérant une violence incendiaire. Cette couleur accentue aussi le titre « POUVOIR OUVRIER » étalé sur deux pages et celui du journal *Le Thérésien*. Même coloration pour trois autres photos, celles de Denis Drapeau et de Réal Valiquette, en première page, et celle des dégâts causés « au matériel entreposé dans la cour » de la Coronation Foods. Cette couleur sollicite l'œil du lecteur, retient son attention et l'engage sur un chemin balisé par quelques traits et soulignés orangés, quoique utilisée seulement dans la première et dernière page et celles du dossier « Pouvoir Ouvrier ». Le reste du journal, quatre pages, 15 titres d'articles et cinq photos, demeure conventionnel. Cette coloration sera reprise en première page des deux premiers numéros de l'automne

1968, 18 septembre et 3 octobre. Numéros qui vont lancer l'utopie d'un « pouvoir étudiant ».

« Il faut que ça change... »

Les effets du dossier « Pouvoir Ouvrier » se manifestent dès la première semaine de juin, au cours des journées pédagogiques qui réunissent les professeurs, des représentants étudiants et les directeurs du cégep. Intenses et positives, ces journées proposent que l'étudiant soit premier responsable de son éducation, affirment la nécessité de renouveler les méthodes pédagogiques et d'intégrer l'actualité aux programmes. Une seule proposition fait litige : la cogestion des départements. L'opposition majoritaire des professeurs pousse la direction du collège à refuser la demande étudiante. Lors de la séance plénière, Réal Valiquette revient sur la représentation paritaire dans les départements et, à la fin de son intervention, déclare : « Il faut que ça change ou ça va péter à l'automne ».

Cette formule sera reprise au cours d'une session d'étude de quatre jours tenue la troisième semaine de juin, à l'Institut de technologie de Trois-Rivières. Six cents représentants de tous les départements des 23 cégeps, anciens et nouveaux, se partagent en 41 comités de révision des programmes. Après discussion, chaque groupe devait présenter un rapport à une commission générale formée des directeurs des services pédagogiques et de représentants du Ministère de l'éducation. Présent durant les derniers jours, Réal Valiquette y siégeait à titre de délégué de l'UGEQ. C'est au cours du rapport d'un comité de l'enseignement professionnel qu'il reprendra dans les mêmes termes, l'ultimatum qu'il avait proféré à Lionel-Groulx, douze jours plus tôt.

Prendre les pouvoirs

Entre les journées d'étude de Sainte-Thérèse et de Trois-Rivières, Réal Valiquette a participé, du 7 au 9 juin, à un stage des exécutifs des AGEs à Saint-Jean d'Iberville. Puis il s'était rendu à Québec pour se joindre à une table ronde organisée par *L'enseignement*⁵⁰, journal de la Corporation des enseignants du Québec. Participaient à la discussion, le directeur des services pédagogiques du cégep de Jonquière, deux professeurs du cégep de Limoilou, un conseiller pédagogique⁵¹ de la Corporation des enseignants et l'étudiant de Lionel-Groulx. Sujet : « Le collège d'enseignement général et professionnel est-il parti du bon pied ? » Cogestion, méthodes et recherches pédagogiques alimentent le débat. À quelques mots près, la déclaration d'ouverture et la conclusion de Réal Valiquette sont identiques : « Les étudiants n'attendent certainement plus plusieurs mois à prendre les pouvoirs qui leur reviennent. Il faudra une compréhension très grande

des autorités en place ou bien il y a la formule que les étudiants d'Europe utilisent actuellement. Tout le monde doit faire un effort de désinstallation...»

Tout en réaffirmant la nécessaire «désinstallation», l'ex-jéciste introduit un nouvel objectif «prendre les pouvoirs». Il ne s'agit plus de participation ou de cogestion mais d'un combat.

Le 8 août, Claude Charron publie «Les étudiants français et nous autres» dans le *Trait d'union*⁵², journal étudiant de Maisonneuve. Le vice-président de l'UGEQ aux affaires extérieures établit un parallèle entre les événements de mai en France et la situation vécue par les étudiants du Québec. Il aborde dans les derniers paragraphes la notion du pouvoir: «La question n'est donc plus celle du contenu des réformes, ni même de leur élaboration dans une saine discussion où le crédit minimum indispensable est épuisé. Le problème est celui du pouvoir. [...] Il faudra désormais le partager ce pouvoir si on veut préserver les chances d'une cohérence sociale...»

Cette notion d'un pouvoir partagé, plus modérée que celle de Réal Valiquette, se modifiera par la suite lors d'une réunion avec le ministre non élu Jean-Guy Cardinal, le vendredi 6 septembre. À la sortie de cette rencontre tenue devant les journalistes, le président de l'UGEQ, Paul Bourbeau, reprend la position de l'étudiant de Lionel-Groulx. Le journal *Le Soleil* en fera sa manchette du lendemain: «On prendra les pouvoirs».

Un été effervescent

Quatre mois s'intercalent entre la dernière publication du *Thérésien*, le 9 mai, et sa reprise, le 18 septembre. Vacances pour la plupart des cégépiens; stages de formation et de planification pour les responsables syndicaux! L'UGEQ, la PEN, la JEC et les exécutifs de plusieurs AGEs vivront un été chargé: tournées d'information⁵³ auprès des associations syndicales des cégeps, particulièrement auprès des 11 nouveaux, sessions de planification et de travail. Il faut compter aussi les réunions préparatoires à ces diverses activités et à la rentrée scolaire de septembre. Deux grands rassemblements de l'UGEQ et de la PEN se tiendront à la fin août à Saint-Anne-de-Bellevue. À Lionel-Groulx, le SET bénéficie d'un budget important pour l'administration et le secrétariat: 2 400\$ pour le salaire de permanents, 2 055\$ pour des stages de formation, 1 635\$ pour la participation aux congrès de L'UGEQ et activités connexes. Comme l'AGE ne peut disposer de ces sommes qu'à la rentrée scolaire, elle demande à la direction du collège de se porter garante d'un emprunt de 6 000\$ auprès d'une institution bancaire. La caution du collège libère les officiers du SET des soucis financiers.

«Provoquer»

Le mardi 20 août, le syndicat des étudiants de Lionel-Groulx accuse la direction des services pédagogiques «d'incompétence administrative et pédagogique». Le 27, dans une seconde conférence de presse, le SET s'élève contre le «taux d'échecs effarant» des collégiens. Le soir, au collège MacDonald, débutent les journées d'études de l'UGEQ et de la PEN. Les 300 délégués sont guidés par un thème: «Provoquer». Le 30 août, les délégués parviennent à un consensus: la contestation globale de la société actuelle et des structures, même celles des organismes étudiants. Le jour même, l'UGEQ se retire de trois comités gouvernementaux. Le 5 septembre, le SET ne se considère plus comme le porte-parole des étudiants de Lionel-Groulx.

La semaine suivante, le SET publie le second numéro du *Syndical Express*, avec en première page sept photos des membres de l'exécutif. Des dix élus, le 20 février, trois se sont retirés, dont les deux étudiantes. Les pages centrales reproduisent les articles publiés dans la *Presse*, le *Devoir* et *L'Écho du Nord*, qui ont suivi les dénonciations du SET de la fin août. Les titres des textes et le nom des journaux, jetés à la volée, se retrouvent dans des positions incongrues. L'en-tête d'un tiers de page présente un acrostiche de «RÉVOLTE: Révolution, Évolution, Voltairianisme...» et deux lignes perpendiculaires: «Oui, les étudiants préparent quelque chose, mais il n'est pas question de violence». Cette précaution voulait-elle atténuer la note publiée dans l'édition estivale du *Trait d'union*⁵⁴: «De source sûre, il appert que le monde étudiant québécois connaîtra lui aussi ses journées de mai»?

La publication du *Syndical Express* est suivie, du 4 au 16 septembre d'une série de manœuvres: démission des représentants étudiants de tous les comités auxquels ils participaient; perturbation de l'assemblée des membres du Conseil d'administration; chahut contre les directeurs, lors des journées d'inscription; convocation d'une assemblée générale «pour une action concrète», dès le premier jour de classe. Confrontée à une proposition de débrayage, une majorité des étudiants rejette la proposition. Le surlendemain, le *Thérésien* publie son premier numéro⁵⁵ de l'an II du cégep. La une ne contient qu'un texte, celui du directeur Jean-Robert Sansfaçon: «Un rôle à repenser». L'éditorial d'un peu plus de 250 mots trône dans un encadré orangé, déposé sur des découpures de presse dénonciatrices. Il affirme l'urgence d'un questionnement: «N'est-il pas tout à fait normal que l'étudiant décide lui-même de ses destinées? N'est-il pas normal, qu'en collaboration étroite avec tous les professeurs intéressés, les étudiants établissent leur propre régime pédagogique, qu'ils définissent leur propre rôle social?»

Cette interpellation s'appuie sur la présentation d'un dossier «L'éducation c'est pas votre affaire» et, en sous-titre, «Qu'essa donne? Ca

donne rien ». Le *Thérésien* accorde aussi une page⁵⁶ au film *Saint-Jérôme* de Fernand Dansereau. Fait essentiellement d'entrevues de citoyens de tous les milieux, le film brosse un tableau de la situation socio-économique et ouvrière de la « Reine du Nord ». L'article mentionne aussi l'importance du journal *Pouvoir Ouvrier* dont le but est « de développer une conscience de classe chez les travailleurs de Saint-Jérôme, dénoncer les nantis, les gens bien en place, qui les exploitent ». Objectif ultime : « Se débarrasser du pouvoir bourgeois et installer un pouvoir ouvrier » ! Un dernier texte « Une lutte à finir... »⁵⁷ souligne le « danger de l'assimilation » des franco-phones, illustré par le conflit scolaire de Saint-Léonard.

Le second numéro, à peine trois pages en excluant la publicité, offre aux lecteurs un projet : « Le pouvoir étudiant ». Ce manifeste de Réal Valiquette identifie clairement une notion susceptible de rallier une majorité de cégépiens comme il en avait été pour les étudiants français lors des « journées de mai 68 ». Le texte est accompagné *a contrario* d'une seconde réflexion sur le film *Saint-Jérôme* : « Quand les cons ont le pouvoir »⁵⁸. Qui sont ces « cons » ? Les membres du Conseil de ville de Saint-Jérôme, de l'Association industrielle de la construction et de la Chambre de Commerce.

Le *Thérésien* et le pouvoir étudiant

Les termes étudiant et pouvoir, ont été associés pour la première fois dans le titre d'un document de la JEC nationale, *Le pouvoir étudiant s'organise*, distribué au début d'août. Le document de 25 pages, publié d'abord sous le titre *Contact*, fait la synthèse des revendications pédagogiques abordées lors des diverses activités jécistes, congrès, ateliers et tables rondes sur l'école et le travail étudiant. Paradoxalement l'expression « pouvoir étudiant » est absente du document. Le terme « pouvoir » n'est employé qu'une fois, pour désigner « une hiérarchie anonyme de fonctionnaires » (p. 2). Même si le titre ne correspond pas au contenu du document, il s'immisce dans l'esprit du lecteur ou retient l'œil du curieux.

Ce n'est que le 3 octobre que le *Thérésien* met de l'avant la notion d'un pouvoir propre aux étudiants, en publiant à la une *Le pouvoir étudiant*, manifeste de 1150 mots de Réal Valiquette. Le 16 du même mois, huit jours après le début de l'occupation des cégeps, *Le Devoir* publie le document de l'ex-jéciste dans une version remaniée, plus concrète, qui porte le texte à 1860 mots. Il suscitera de nombreuses réactions de lecteurs du *Devoir*. Les pages du quotidien deviendront un carrefour épistolaire où s'exprimeront des étudiants, cégépiens et universitaires, des professeurs, des directeurs, des parents⁵⁹. D'autres textes, tracts et documents, s'affublant souvent du même titre, circuleront dans plusieurs cégeps. La JEC de Montréal produira quant à elle un tabloïd de quatre pages dont le titre, « pouvoir étu-

diant », est inscrit en blanc dans l'œil d'un soleil noir. Robert Perreault en est le rédacteur.

Portée par la bulle médiatique et la solidarité, l'euphorie née de cette utopie sera de courte durée. « Deux semaines de vie dans un nouveau système inventé par ceux qui le vivaient »⁶⁰ écriront deux animateurs de ces journées, responsables d'un numéro spécial du *Thérésien* entièrement consacré à une analyse critique et prospective de l'occupation du collège et de la fermeture qui a suivi. L'inquiétude et le désenchantement succéderont à cette euphorie. Laissés à eux-mêmes, les contestataires se rabattront sur des escarmouches : abolition du contrôle des présences et projet d'une école nouvelle et libre⁶¹. Celle-ci visait « la destruction du système actuel » pour devenir « un mécanisme de critique perpétuelle de la société » obligeant le système « à s'adapter continuellement à l'individu »⁶². Présentée au Conseil d'administration, cette demande est refusée⁶³. En septembre 1969, Réal Valiquette reviendra sur ce projet. Dans une entrevue au *Quartier Latin*, il dira qu'Octobre 68 « fut une épreuve de force, nez à nez, tout ou rien ». Pour l'ex-jéciste, « Un coup d'État ne change rien. Les manifestations deviennent vite des réservoirs d'oxygène pour le système qui est capable d'avalier pas mal de choses, même des "projets-pilotes parallèles" »⁶⁴.

Impasse syndicale

Les semaines qui suivent la fin de l'occupation laissent sans gouvernail l'association étudiante, abandonnée par l'exécutif qui refuse de parler au nom des cégépiens depuis la fin août. Dans un texte au *Devoir*⁶⁵ « Vers une nouvelle orientation du syndicalisme étudiant », Réal Valiquette tente de justifier ce refus de l'exécutif syndical. En décembre, un comité provisoire dit « intégrationniste » met de l'avant un projet de « Société étudiante » pour succéder au SET. Une charte est élaborée. Celle-ci redonne à un exécutif élu un pouvoir de représentation. À la mi-janvier, le *Thérésien*⁶⁶ consacre 75 % de ses rubriques à la « Société étudiante Inc! »⁶⁷. Dans un éditorial surdimensionné, trois quarts de page pour 21 lignes, le directeur Jean-Robert Sansfaçon y va d'un « NIET! » sans appel : « Nous refusons d'approuver une constitution qui, sous le couvert de la PARTICIPATION et de la DÉMOCRATIE, remet le pouvoir décisionnel entre les mains d'une minorité, le Conseil Exécutif ». Voilà, étouffée dans l'œuf toute velléité d'association ! Au moment de la publication de cet éditorial, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) venait de se faire hara-kiri pour les mêmes raisons invoquées par le *Thérésien*. À la mi-mars, au cours de son 4^e congrès⁶⁸, l'UGEQ sera elle aussi emportée par la tourmente de la représentativité, accentuée par des embarras financiers majeurs.

Étudiants et ouvriers

Tout au cours de cette étude sur le *Thérésien*, un sujet a été régulièrement présent : les luttes ouvrières. Plusieurs journalistes du journal étaient fils d'ouvriers touchés par des conflits de travail. En 1968-1969, trois des cinq membres du comité de direction étaient originaires de Saint-Jérôme. À l'hiver 1968, Jacques Geoffroy, ancien rédacteur en chef au *Thérésien*, participe à la création du journal *Pouvoir Ouvrier* de Saint-Jérôme. Au-delà des appuis ponctuels : boycottage de la compagnie 7-UP ; manifestations de soutien aux grévistes des compagnies Ayers de Lachute, Coronation Foods de Sainte-Thérèse, Dominion Rubber et Diva Shoes de Saint-Jérôme, une question se pose. Y a-t-il eu en octobre 1968 une action commune des étudiants et des travailleurs ?

Le 10 octobre, deux jours après le début de l'occupation, la présentation du film *Saint-Jérôme* suivie d'une discussion à laquelle participe Jacques Grand'Maison, réunit une centaine d'étudiants et de travailleurs. Deux numéros consécutifs du *Thérésien* en rendent compte : « Une force de frappe : Front Commun ? » et « Le pouvoir est dans la rue »⁶⁹. Le journal retient deux obstacles à la solidarité syndicale : la persistance d'un préjugé à l'égard des étudiants, « exploités de demain », et « la nécessité fondamentale du gagne-pain » qui prive l'ouvrier de la liberté d'action dont peut se targuer l'étudiant. Pour le *Pouvoir ouvrier* de Saint-Henri, « certains jeunes sont prêts à sacrifier ce qu'ils ont pour permettre à tous de vivre heureux »⁷⁰, il demeure que les travailleurs ne le peuvent à cause de leurs contraintes familiales. Le 17 octobre, devant le Conseil général de Montréal, le secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Claude Méryneau, y va d'une mise en garde : « L'abus de la contestation systématique et les expériences de pouvoir parallèle, qu'ils soient le fait des travailleurs, des étudiants, des Noirs, etc., peuvent conduire à des formes encore pires de conservatisme et d'autoritarisme que celles qu'on doit ainsi combattre »⁷¹. »

Pour le syndicaliste, « les manifestations étudiantes d'occupation et de journées d'études ont atteint désormais à toute fin pratique leur objectif ». « Pour ne pas tourner au désespoir et au nihilisme », la contestation « devrait maintenant déboucher sur un engagement social et politique, c'est-à-dire sur une participation active à la vie de la communauté tout entière ».

La démarche la plus significative ont probablement été les rencontres intersyndicales de représentants de Lionel-Groulx et de délégués de la FTQ, section québécoise du Congrès du travail du Canada (CTC). Une de ces rencontres a eu lieu à Sainte-Agathe, le 19 octobre⁷². Le procès-verbal de cette rencontre mentionne un « manque d'agitateur étudiant pour créer un mouvement d'angoisse » et un « manque de fonds chez certains cégeps, ce qui empêche l'occupation ». Ce qu'il faut : « des ouvriers, des étudiants

unis dans une bataille, dans un but et dans une fin commune». Le 28, un document, *Travailleurs et Étudiants – Pouvoir du Peuple – Occupation* 68⁶³, produit par le Comité central de coordination, présente un répertoire de textes tirés principalement du journal *Le Devoir* et quelques communiqués de presse du secrétaire général de la FTQ. Devant la crainte d'un dérapage vers un mouvement semblable au «FLQ», le responsable du Comité central, Pierre Lajeunesse, fait appel à une action coordonnée «sans violence, pacifique, saine et positive». Loin des références à Marx, Lénine, Mao ou Guevara, le coordonnateur en appelle à Kipling et à Saint-Exupéry, soulignant qu'«être *homme*, c'est sentir en posant *sa* pierre que l'on contribue à bâtir le monde». Le 4 novembre, lors d'une «table ronde sur l'occupation étudiante», Louis Falardeau, secrétaire général de l'UGEQ, avancera que la FTQ et la CSN avaient peur «du mouvement (de contestation) parce qu'il allait à l'encontre, d'une part, des structures traditionnelles des syndicats, et d'autre part, de leurs moyens traditionnels de pression»⁷⁴.

La voie politique

Si des contestataires de Lionel-Groulx se tournent vers un projet d'école libre, d'autres choisissent un engagement politique. La création du Parti québécois quelques jours après le début de l'occupation leur offrira une occasion. Au cégep Édouard-Montpetit, des contestataires créeront un parti politique pour porter le combat dans le champ électoral. L'occasion s'offre à eux au moment du déclenchement d'une élection complémentaire, le 4 décembre, dans la circonscription électorale de Bagot devenue vacante à la suite du décès, le 26 septembre, du premier ministre Daniel Johnson. Le fait que cette circonscription soit réservée à Jean-Guy Cardinal, ministre de l'Éducation non élu, devient une occasion pour les contestataires d'entrer dans l'arène politique. Le parti «Pouvoir étudiant» est créé, au début de novembre avec tous les attributs : candidat, manifeste électoral et siège social⁷⁵. Micheline Chartrand est choisie pour briguer les suffrages, soutenue par un manifeste de 7000 mots nommé *Pouvoir étudiant*⁷⁶. Ce document se situe dans le prolongement de celui de Réal Valiquette publié dans *Le Thérésien* et *Le Devoir*, quelques semaines plus tôt.

Le manifeste électoral établit des correspondances entre la situation des travailleurs et celle des étudiants. Bientôt, études et travail «cesseront d'être deux actes profondément distincts et situés chronologiquement à des périodes différentes de la vie». En justifiant «leur droit au pouvoir et leur capacité de pouvoir», les étudiants reconnaissent les mêmes possibilités aux travailleurs. Pour les rédacteurs, il est «incontestable» que «le pouvoir étudiant existe et à l'avenir il faudra composer avec lui». L'élection du 4 décembre devait le confirmer. Hélas ! les résultats électoraux sont impitoyables : 67 voix, soit 0,59 %.

Les conséquences de l'échec

Dans les faits, l'exercice du pouvoir étudiant a été de courte durée. Quelques jours pour la plupart des cégeps, une semaine pour d'autres, deux pour les plus engagés ! La poursuite de cette utopie s'est retrouvée dans deux projets infructueux, mais conséquents : mise en place d'une école nouvelle et libre et création d'un parti politique. Occuper un collège est plus facile et exaltant que réintégrer la vie régulière et rentrer dans le rang. Surtout quand les administrations des cégeps renforcent leur contrôle. Ainsi, le 16 novembre, la direction du cégep Maisonneuve suspend la publication du *Trait d'union*, réduit au silence la radio étudiante⁷⁷ et modifie les serrures de portes des locaux du syndicat. Contrairement au *Trait d'union* et à d'autres journaux étudiants dont ceux des cégeps de Jonquière, Rouyn, Valleyfield, *Le Thérésien* ne subira aucune cessation de publication, si ce n'est une diminution du nombre de numéros. *Le Thérésien* publiera sept numéros du 18 septembre au 13 décembre, quatre autres du 15 janvier au 3 avril. Un 12^e sera cédé au syndicat des professeurs en négociations avec le gouvernement du Québec. En plus de ces numéros réguliers, un *Thérésien* – dernière heure d'une page ou deux, dactylographiées, paraîtra de façon ponctuelle jusqu'en janvier 1969. *Le Thérésien* survivra jusqu'à l'automne 1971 malgré des silences prolongés et l'instabilité des équipes éditoriales. La durée des études dans les cégeps, réduite à deux ou trois ans selon les programmes, rendait aléatoire la stabilité des nouvelles équipes éditoriales, privées en plus de l'encadrement et du soutien de la PEN, disparue dans la tourmente.

L'histoire du *Thérésien* n'est pas unique. D'autres journaux de collège mériteraient qu'on s'y attarde. Ces journaux ont été une école de formation pour bon nombre de ceux qui nous ont dirigés ou qui nous représentent encore. De Gérard Pelletier, fondateur des Escholiers griffonneurs, aux Lucien Bouchard, directeur fondateur du journal *Le Cran* de Jonquière, et Bernard Landry, directeur de *l'Étudiant* de Joliette, il faudrait ajouter tous ceux qui ont eu une influence sur le développement et la transformation de notre société. Les fondateurs de Parti Pris ont d'abord écrit dans *l'Antenne* de l'Externat classique de Longueuil (Édouard-Montpetit) et le *Sainte-Marie* du collège éponyme. Le journal de collège, plus que tout autre écrit, permet de faire une chronique non seulement des événements mais aussi du développement culturel et social. Il aide à découvrir le cheminement des étudiantes et des étudiants et les influences qui les ont marqués : lecture, théâtre, musique et cinéma. Ainsi un an avant octobre 1968, un journaliste du *Thérésien* avait produit un papier sur le film *Masculin – Féminin* de Godard. Son analyse « L'œil de la contestation »⁷⁸ avait déjà saisi le sens intrinsèque de toute contestation et le cul-de-sac auquel elle conduit. Un an plus tard sa conclusion conservait toute sa pertinence :

«Au bout de la contestation, il y a le désespoir immense, sombre et lourd».

Notes et références

1. Autres thèmes retenus: «L'homme et l'univers», «L'homme dans la cité», «L'homme à l'œuvre».
2. Ivan Carel, «L'Expo 67 et la jeunesse», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 17, n° 1, automne 2008. p. 101-111.
3. Chicoutimi, Jonquière, Rimouski, Sainte-Foy, Limoilou, Rouyn et Hull.
4. Le Conseil supérieur de l'éducation recommandait la philosophie ou la sociologie. Jean-Paul Desbiens, directeur des programmes à la Direction générale des études collégiales, retient la philosophie. Choix qu'il fait entériner par l'assemblée des directeurs des services pédagogiques issus, pour la majorité, des collèges classiques.
5. «Le rapport Parent», *Le Thérésien*, vol. 2, n° 6, 29 décembre 1964, p. 5-7.
6. «Autorités – Professeurs – Étudiants: Une étude conjointe... enfin», *Le Thérésien*, vol. 2, n° 3, 20 octobre 1966, p. 1.
7. Le père de Louise Harel était directeur général de la Commission scolaire de Sainte-Thérèse.
8. Vol. 2, n° 5, 1^{er} décembre 1966, p. 1.
9. Terme utilisé dans le *Rapport Parent* pour désigner les nouveaux collègues.
10. Vol. 2, n° 7, janvier 1967, p. 1.
11. Bernard Descôteaux, «EDITO – animer le Milieu», vol. 3, n° 1, septembre 1967, p. 2.
12. «Vive le Québec libre!» sera inscrit sous le nom du journal, dans l'encadré de présentation de l'équipe de rédaction.
13. Vol. 3, n° 1, 27 septembre 1967.
14. Produit par Francine Benoît, Danielle Marchand, Michel Métayer et Jean-Marc Montagne.
15. Michel Métayer, *Le Thérésien*, vol. 3, n° 2, 10 octobre 1967, p. 2.
16. France Trudeau, «On s'interroge sur la confessionnalité», vol. 3, n° 3, 24 octobre 1967, p. 1.
17. Jacques Desrosiers, «Octobre 1917 – Lénine triomphe: Répercussion d'une victoire», *idem*, p. 6.
18. Vol. 3, n° 6, 6 décembre 1967, p. 4-5.
19. Jacques Desrosiers, «Le procès du Rapport Parent», *Le Thérésien*, vol. 3, n° 2, 10 octobre 1967, p. 4.
20. «Confessionnalité ou pastorale dans l'école», *Prospectives*, vol. 4, n° 2, février 1968, p. 18-68. Cette revue d'information et de recherche en éducation était publiée par la Fédération des collèges classiques (FCC).
21. «Faut-il encore parler de religion à l'école?», 26 juin 1968, 8 p. Archives de l'auteur.
22. France Trudeau, vol. 3, n° 9, 8 février 1968, p. 2.
23. Léon Debien, «Esquisse d'une genèse de la contestation d'octobre 1968», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 2, p. 89.

24. Vol. 9, n° 1, 29 septembre 1967.
25. Vol. 5, n° 3.
26. *Le Cécilien* publie son dernier numéro, en octobre 1967.
27. Vol. 3, n° 4, 7 novembre 1967, p. 8.
28. La JEC avait retenu comme sujet «Le travail étudiant, une préparation pour l'avenir uniquement ou une réalité actuelle», Communiqué de l'APENP, 15 octobre 1967.
29. Vol. 3, n° 6, 6 décembre 1967, p. 4.
30. Doyen de la faculté de sociologie, Marcel Rioux présidait depuis le 31 mars 1966 une Commission d'enquête sur l'enseignement des arts au Québec.
31. Cette graphie emprunte à l'alphabet russe. Un autre terme KOVIET désignait le «comité de vie étudiante».
32. Lettre de l'équipe diocésaine de la JEC de Saint-Jérôme adressée à tous les responsables des écoles secondaires et des campus collégiaux, 15 janvier 1968.
33. La fusion de cette université avec le collège Loyola, en 1974, donnera l'Université Concordia.
34. Louise Harel, «Congrès de la PEN» et «Congrès de l'UGEQ», *Le Thérésien*, vol. 3, no 11, 6 mars 1968, p. 3.
35. *Le Thérésien*, vol. 3, n° 10, 16 février 1968, p. 4.
36. Brochure de 35 pages, publiée par un collectif: Paul Villeneuve, Raymond Mailhot, Louise Harel, Pierre Pagé, Louise Fortin, André Saicans, Lorraine Rondeau, Louis Favreau, Roméo Bouchard, Jean-Pierre Dallaire.
37. En dépit de l'Opération 55, Sainte-Thérèse était le seul territoire non régionalisé. Des notables refusaient toute intégration ou association avec une régionale voisine. Commissaire, ancien ministre du gouvernement Lesage, Lionel Bertrand était un des opposants et le propriétaire du journal *La Voix des Mille-Îles*.
38. La cité regroupe les élèves du classique (Rhétorique, Philosophie I et II), du Cégep I et du CPES (Cours préparatoire aux études supérieures équivalant à une 12^e année).
39. «M. Réal Valiquette démissionne de la JEC du diocèse de Saint-Jérôme», *L'Écho du Nord*, cahier 2, 7 février 1968.
40. Vol. 3, n° 10, 16 février 1968, p. 2.
41. Vol. 3, n° 11, 6 mars 1968, p. 2.
42. Vol. 3, n° 12.
43. Vol. 3, n° 13, 2 avril 1968, p. 1.
44. *Livre Blanc: Éducation*, 4 mars 1968, 11 pages. Le sujet est introduit par un extrait (5 pages) d'une allocution prononcée par Richard Brunelle, vice-président à l'éducation de l'UGEQ, lors d'un colloque, organisé par les étudiants de McGill, le 20 janvier 1968.
45. Jean-Robert Sansfaçon, «Le SET en congrès», vol. 3, n° 14, p. 1.
46. Francine Benoît, «Un point noir!», n° 14, p. 2. Une révision du budget, le 10 juillet, diminuera le total à 23 215\$ et à 11 260\$ les sommes allouées à l'administration et au secrétariat. Denis Drapeau, *Budget du syndicat étudiant pour l'année 1968-69*, 3 pages.
47. Vol. 1, n° 1, mai 1968, p. 3.

48. «L'Impasse», *Le Syndical Express*, vol., n° 1, p. 2.
49. Organisme du gouvernement canadien créé pour encourager le développement social, économique et communautaire. La Compagnie recrutait de jeunes Canadiens, leur enseignait des techniques d'animation sociale pour travailler dans des programmes communautaires canadiens, contre un salaire modique.
50. 21^e année, 15 juin 1968.
51. Gérard Arguin o. m. i., Roland Rochon et Maurice Duval, Bernard Blier.
52. Vol. 29, n° 1, 8 août 1968, p. 11-12.
53. Voir Lysiane Gagnon, «Bref historique du mouvement étudiant au Québec» et Léon Debien, «Esquisse d'une genèse de la contestation étudiante...», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 2.
54. «Et les étudiants...», vol. 29, n° 1, 8 août 1968, p. 5.
55. Vol. 4, n° 1, 18 septembre 1968.
56. François Varin, «La Reine est morte Vive la Reine!», p. 6.
57. Denis Lafleur, p. 7.
58. François Varin, vol. 4, n° 2, 3 octobre 1968, p. 4.
59. «Les années tumultueuses», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 3, p. 227-228.
60. Michel Métayer et Gilles Sarrazin, «Qu'est-ce que l'occupation: le sens de l'action du groupe», vol. 4, n° 7, 13 décembre 1968, p. 6.
61. «Après la fermeture», *ibid.* p. 7.
62. Jean Chouinard, Jean Laurin, Réal Valiquette, Jean-Robert Sansfaçon, *Document*, conçu en ateliers pendant la fermeture du cégep, novembre 1968 p. 8.
63. Bureau du Directeur général, «Communiqué: l'école nouvelle et l'école libre», 22 novembre 1968.
64. «Que sont devenus les leaders d'octobre 68?», *Le Quartier Latin*, vol. 52, n° 1, 17 septembre 1969, p. 19.
65. Le mercredi 27 novembre 1968.
66. Vol. 4, n° 8, 15 janvier 1969 p. 2-5.
67. Titre du dossier composé de deux textes signés par Jean Chouinard et Jean-Robert Sansfaçon, p. 4-5.
68. Tenu à l'Université Laval du 12 au 16 mars.
69. *Le Thérésien*, vol. 4, n° 3, 16 octobre 1968, p. 4; n° 4, 25 octobre, p. 3.
70. Comité ouvrier de Saint-Henri, *Pouvoir Ouvrier*, n° 3, octobre 1968.
71. Fédération des travailleurs du Québec, *Communiqué à la presse*, le jeudi 17 octobre. Ce document est inclus dans un répertoire de textes *Travailleurs et Étudiants – Pouvoir du Peuple – Occupation 68*.
72. Procès-verbal d'une *Rencontre entre représentants étudiants et représentants syndicaux*, 4 pages.
73. Publié par le Comité central de coordination, Montréal, 35 pages.
74. «Qu'est-ce que la contestation a contesté?», *Socialisme* 69, n° 16, hiver 1969, p. 85-108. Table ronde organisée par Paul Bernard avec la participation de Claude Charron et Louis Falardeau de l'UGEQ et de trois représentants d'Édouard-Montpetit, Louis Favreau et Micheline Chartrand, étudiants, et Jean-Serge Baribeau, professeur de sociologie.

75. Le 1174 Saint-Laurent, Longueuil, était le lieu de résidence de la candidate et le siège du parti.
76. Le document sera aussi publié dans *L'enseignement*, 22^e année, n° 7, 1^{er} décembre 1968, 4 pages.
77. *Document* du collège Maisonneuve, signé par le directeur général et le président du conseil d'administration. 16 novembre 1968, 4 pages.
78. Michel Métayer, « L'œil de la contestation », *Le Thérésien*, vol. 3, n° 3, 24 octobre 1967, p.7.